

Regarder les exilés en face

MIGRANTS Europe, états, régions : avec « Share », le président du gouvernement basque veut que personne ne se défausse



Pierre Penin

p.penin@sudouest.fr

Soyons clairs : la règle de l'humanité pour les décisions de politique étrangère au sein du Conseil de l'Union européenne dresse un haut mur devant le projet « Share » (1). Mais le président du gouvernement basque, Irigo Urkullu (PNV), tente de lui frayer un passage dans les débats, à deux semaines des élections pour le Parlement européen. L'idée qu'il pousse semble élémentaire : chacun doit, à sa mesure, assumer sa part des migrations. La nouveauté : la proposition « basque » fixe cette mesure.

Irigo Urkullu tente de coaliser un maximum de forces derrière « Share ». Les autorités de Navarre, de Catalogne, des Canaries, de Mèlilla, de l'Attique (Grèce) appuient le texte. En France, la région Nouvelle-Aquitaine et l'agglomération Pays basque. Jean-René Etchegaray

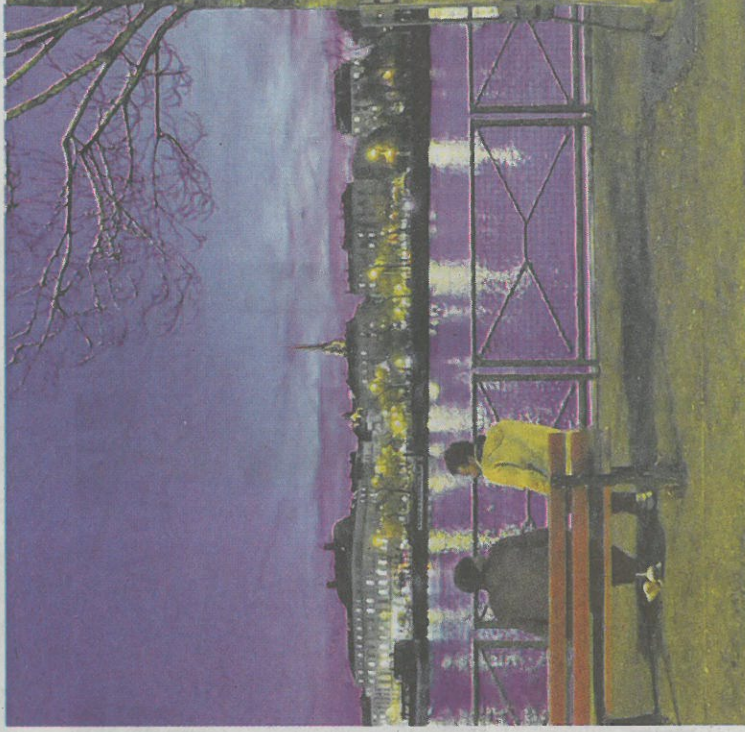
préside cette dernière et voit en tant que maire de Bayonne la réalité migratoire dans sa commune. Les exilés venus d'Afrique y transitent en nombre. « Je pense qu'Inigo Urkullu a la bonne approche. Sa proposition fait en sorte que personne ne puisse se défausser. »

Tous responsables

Le « lehendakari » (2) met en avant le principe de « coresponsabilité ». Le traitement des migrations incombe à l'Europe, aux États et aux échelons régionaux (3). À chaque étage, « Share » propose une « formule de distribution de l'effort » selon trois critères, de prépondérance variable : les revenus fiscaux (50 %), la population (30 %) et le taux de chômage (20 %).

En clair, l'effort de chacun doit être soutenable mais chacun doit faire un effort. « On tient compte de la démographie et de la richesse des populations pour que les bas-

sins locaux puissent absorber des migrants qui viennent aussi chercher du boulot chez nous », souligne Jean-René Etchegaray. C'est là s'attaquer à l'idée très enracinée, selon laquelle le « bon migrant » ne serait que le réfugié, en danger dans



À Bayonne, le phénomène des migrations est une réalité tangible. PHOTO BERTRAND LAPEQUE

son pays d'origine. La pensée dominante, qui pousse en ce moment les nationalismes à travers l'Europe, rejette le « migrant économique » comme illégitime a priori. « L'extrême droite n'a plus l'apanage de ce discours », relève le maire de Bayonne.

La crise Syrienne a eu pour effet de figer cette hiérarchie de l'exil. La

proposition du gouvernement basque la balaie, qui affirme le besoin en immigrants des économies européennes. Les pays de l'Union y auront recours « pour soutenir le modèle d'état-providence ». « Share » ne propose pas à ce stade de nouvelles normes ou quelque assouplissement en matière d'accueil, mais déjà de regarder en face un

« phénomène structurel ». Et ne pas se dérober devant lui.

Principe d'humanité

Ses défenseurs ne sont pas des « nobords », Réfugiés, « sans papiers » et mineurs non accompagnés (MNA) : « Il n'est pas demandé autre chose que l'application de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, appuie Jean-René Etchegaray. Au final, réfugié ou non, situation irrégulière ou pas, c'est de l'humanité des personnes dont il est question. Au sens d'une réalité humaine ».

Elle peut s'observer au centre d'accueil financé par la Communauté Pays basque, à Bayonne. « Je pense notamment aux mineurs qui sont en situation, de grande vulnérabilité. » Certains livrent des récits d'une grande violence, de coups, de viols... Jean-René Etchegaray songe à ce jeune homme hospitalisé pour un problème de santé tout autre et dont les examens ont révélé sa séropositivité : « Il ne savait pas qu'il avait le sida. Mais il savait où il l'a contracté... » Pour les promoteurs de la proposition « Share », il y a urgence migratoire comme il y a urgence climatique.

(1) Partager, en anglais.

(2) Président.

(3) Des échelons variables en fonction des organisations administratives nationales.